



## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES

**Cycles de l'eau - Restauration du cordon dunaire sur Villeneuve-lès-Maguelone - Mise en oeuvre des mesures compensatoires de l'arrêté préfectoral n°2013329-0004 du 25 novembre 2013 - Convention de partenariat relative à l'élaboration du Plan Régional d'Action en faveur d'une espèce végétale protégée l'Euphorbe peplis - Partenariat avec le conservatoire botanique national de Porquerolles - Autorisation de signature**

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

En 2014, la commune de Villeneuve-lès-Maguelone a réalisé en maîtrise d'ouvrage des travaux de restauration d'une partie du cordon dunaire, au droit de la cathédrale.

L'arrêté préfectoral n° 2013330-0004 du 11 décembre 2013, de dérogation aux interdictions relatives aux espèces de flore et de faune sauvage protégées, prévoyait plusieurs mesures d'atténuation, de compensation et de suivi après les travaux. Ces mesures ont été réalisées pour partie par la commune de Villeneuve-lès-Maguelone et doivent être poursuivies par Montpellier Méditerranée Métropole aujourd'hui compétente au titre de la GEMAPI.

L'arrêté prévoyait le cofinancement d'un Plan Régional d'Action, en faveur de l'espèce végétale protégée d'*Euphorbia peplis*. En effet, cette espèce végétale ayant été impactée par d'autres projets d'aménagement du littoral portés par d'autres maîtres d'ouvrage, l'Etat a souhaité une prise en compte concertée de cette espèce, via l'élaboration d'un plan d'action à l'échelle régionale. Cette espèce des milieux littoraux sableux est protégée au niveau national. L'octroi des dérogations à la protection stricte des espèces requiert d'attester que les opérations autorisées ne dégradent pas l'état de conservation des espèces concernées.

Dans ce cadre, les plans nationaux et régionaux d'actions permettent de mener des études et des suivis pour améliorer les connaissances sur ces espèces et de justifier que les dérogations s'inscrivent bien dans une démarche globale d'amélioration de l'état de conservation. A la demande de l'Etat, le Plan Régional d'Actions en faveur d'*Euphorbia Peplis*, sur une durée de trois ans, sera porté par le Conservatoire Botanique National Méditerranéen de Porquerolles qui dépend du Parc National de Port-Cros et sera financé à parts égales par Montpellier Méditerranée Métropole, le Département de l'Hérault et la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée (ces deux dernières collectivités ayant également porté récemment des travaux sur le littoral).

Il est ainsi proposé une convention de partenariat avec le Conservatoire Botanique National Méditerranéen de Porquerolles, sur le Plan Régional d'Actions en faveur d'*Euphorbia Peplis*, prévoyant notamment l'attribution de 15 875 €, sur un montant de projet de 70 125 € net de taxes, conformément à l'arrêté préfectoral n° 2013330-0004 du 11 décembre 2013, de dérogation aux interdictions relatives aux espèces de flore et de faune sauvage protégées

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'acter que le Plan Régional d'Actions en faveur d'*Euphorbia Peplis* est porté par le Conservatoire Botanique National Méditerranéen de Porquerolles qui dépend du Parc National de Port-Cros ;
- d'approuver les termes de la convention de partenariat, entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Conservatoire Botanique National Méditerranéen de Porquerolles, relative à l'élaboration du Plan Régional d'Actions en faveur d'*Euphorbia peplis* ;
- d'apporter un soutien financier au profit du Conservatoire Botanique National Méditerranéen de Porquerolles de 15 875 € ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget général de la Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937 ;

- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-131869-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- GEMAPI-projet-convention\_plan\_action\_euphorbe

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.